

Confidentiel

h 2
10.10.1974
8.2.1974

Entretien entre le Président de la Confédération, M. E. Brugger, Chef du Département fédéral de l'économie publique, et Sa Majesté Impériale le Chah d'Iran, à Zurich, le 6 février 1974

Autres participants:

le Premier-Ministre du Gouvernement iranien, M. Hoveyda;
l'Ambassadeur d'Iran en Suisse, M. Esfandiary.

Du côté suisse:

les Ambassadeurs Jolles, Thalmann, Languetin et Wetterwald.

Le Chah a été un interlocuteur très ouvert exposant avec clarté et compétence ses vues sur les problèmes d'approvisionnement du pétrole, le développement de l'économie de l'Iran, l'évolution démographique de son peuple, la constitution d'une armée forte destinée à préserver l'Iran de toute fermeture du Golfe Persique, qui serait catastrophique pour ce pays, l'acquisition d'armements et en particulier d'avions les plus modernes, etc.

Pour plus de clarté, la discussion peut être résumée sous les têtes de chapitres suivantes:

1. Approvisionnement quantitatif

Le Chah a réitéré les vues qu'on lui connaît, à savoir qu'il est criminel d'utiliser le pétrole - qui est une matière première épuisable et précieuse pour l'industrie chimique et textile - simplement pour chauffer ou pour en tirer de l'électricité. Dans son pays les plans sont fixés pour que l'électricité soit limitée à des sources hydroélectriques ou nucléaires. A plus long terme, il ne prévoit pas une augmentation quantitative de la production mais plutôt une stabilisation.

2. Prix

Le Chah souligne que la stabilité du prix du pétrole à l'avenir dépendra de celle des prix des produits manufacturés des

pays industrialisés. C'est le principe qu'il a appliqué dans l'accord entre l'Iran et le Royaume-Uni. Le pétrole vendu l'a été au prix moyen de 7,18 dollars par baril, ce qui est le prix fait aux compagnies pétrolières à condition que les prix des produits anglais soient également stabilisés. Le Chah insiste particulièrement sur ce lien. Le Chah assure que l'Iran a joué un rôle modérateur dans la fixation des prix (ce qui contredit d'autres sources d'information). Selon lui, le prix du pétrole aurait atteint 10 ou 11 dollars le baril (il se serait agi de la part du gouvernement et non pas des prix affichés). C'est à son intervention que l'on doit la fixation à un peu plus de 7 dollars pour le prix du baril (FOB Golfe Persique). Ce montant a été calculé en fonction du coût actuel le plus bas de l'énergie de substitution (énergie nucléaire ou production d'huile à base de charbon) sans tenir compte de la plus-value qu'il conviendrait d'accorder au pétrole en raison de ses qualités supérieures.

Commentant les propos de M. Yamani, ministre de l'énergie de l'Arabie séoudite, il rappelle que seulement 40 % de la production de ce pays est livré directement aux compagnies au prix convenu par les pays de l'OPEP. 60 % de la production séoudite représente des quantités libres qui se vendent de toute façon à un prix supérieur, de sorte que les propos de Yamani sont un trompe-l'oeil puisque la moyenne des prix de vente de ce pays est supérieure au prix convenu entre les pays de l'OPEP.

3. Rôle des compagnies multinationales

Pour le Chah, ces compagnies devront à l'avenir se limiter à acheter le pétrole aux pays producteurs, à le transporter et à le revendre aux pays consommateurs. Les bénéfices réalisés par ces compagnies sont exorbitants. Lui-même est prêt à utiliser le service de ces compagnies pour les services décrits ci-dessus à condition qu'elles se contentent d'une rémunération de 50 cents (1/2 dollar) le baril, ce dont les compagnies paraissent satisfaites. Les pays importateurs devraient maintenant

veiller, de leur côté, que cette marge ne soit pas dépassée dans le prix facturé par les compagnies multinationales pour leurs livraisons aux raffineries ou dans le calcul du prix des produits dérivés.

L'objectif du Chah ne paraît donc pas être de réduire le rôle des compagnies multinationales dont il entend d'ailleurs utiliser les services pour poursuivre la prospection, les sondages et les recherches de nouveaux puits, ce qui ferait l'objet d'une rémunération particulière.

4. Relations bilatérales d'Etat à Etat

Ces relations, qui permettraient de stabiliser l'approvisionnement, réduiraient le rôle des compagnies à celui d'un intermédiaire. Dans l'accord passé récemment avec le Royaume-Uni ce ne sera pas l'Etat britannique lui-même qui procédera à l'exécution de l'accord, ce sera BP (British Petroleum) qui est sous contrôle du gouvernement britannique.

Le Chah, spontanément, voit des difficultés en ce qui concerne l'approvisionnement de la Suisse dans un cadre bilatéral. Il relève d'ailleurs que la Suisse, en tant qu'importateur de produits pétroliers raffinés dans les pays européens, notamment en Italie, profitera de la régularité des livraisons convenues par l'Iran dans le cadre des accords bilatéraux avec certains de ces pays. Si la Suisse désirait néanmoins conclure, elle aussi, des accords bilatéraux de cette nature, elle pourrait obtenir des garanties de prix pour le pétrole aux mêmes conditions que les autres pays, c'est-à-dire contre une garantie réciproque du maintien du niveau de ses prix d'exportation pour les produits industrialisés livrés à l'Iran en contre-partie des achats de pétrole.

5. Equilibre économique et monétaire mondial

Le Chah est parfaitement conscient du problème que posent pour l'économie mondiale les sommes énormes qui vont être dégagées par les pays producteurs (l'accroissement des recettes atteindra, selon lui, pour l'Iran 9 milliards, pour l'Arabie séoudite

13 milliards, etc.; l'Iran, à lui seul, disposera en 1974 d'entrées totales en devises d'un montant de 20 milliards de dollars). Il a lancé, le jour même, une idée dans une interview accordée au Daily Telegraph qui devrait, à son avis, contribuer à un équilibre global et qui pourrait être prise en considération par les pays consommateurs lors de la Conférence de Washington du 11 février. Il s'agirait de fonder une banque à direction neutre qui orienterait les capitaux en excès des pays producteurs de pétrole vers les pays en développement. Cette proposition aurait l'avantage de permettre le financement, par les pays en développement, des importations de produits industriels et de connaissances techniques des pays industrialisés. La direction de cette nouvelle banque aurait pour tâche de répartir ces achats de manière équitable entre tous les pays industrialisés et de veiller que les grands pays ne s'assurent pas la part du lion par des subsides accordés à leurs exportations.

C'est une des raisons pour lesquelles la nouvelle banque devrait être indépendante de la Banque mondiale où les Etats-Unis jouent un rôle prépondérant.

Etant donné qu'un certain temps sera nécessaire pour établir cette banque et la faire fonctionner, le Chah propose dans l'intervalle de prêter les fonds disponibles au FMI à la Banque mondiale, par exemple en souscrivant à des emprunts émis par ces institutions. Il serait prêt également à envisager des transactions de ce genre dans le cadre bilatéral, c'est-à-dire d'investir des capitaux dans les pays industrialisés.

(Languetin)

* * *

*

Ergänzend verdienen noch folgende Punkte festgehalten zu werden:

Klima der gegenseitigen Beziehungen

Obachon der Schah erneut auf die Ausfälle der Schweizer Presse gegen seine Person anspielte, scheint sein Verhältnis zu unserem Land unbelastet zu sein. Dies kam vor allem dadurch zu Ausdruck, dass er bereitwillig auf alle Fragen eintrat und unerwartet lange, bis 16 Uhr, mit uns diskutierte. Trotz des gewaltigen Selbstbewusstseins, von dem seine Ausführungen getragen waren, enthielten diese keine Spitze gegen unser Land. Ohne irgendwelche konkreten Vorschläge zu machen, bezeichnete er eine Ausdehnung der wirtschaftlichen und industriellen Zusammenarbeit zwischen den beiden Ländern als normal und grundsätzlich wünschbar (z.B. Eröffnung einer Agentur in Teheran durch eine Schweizer Grossbank entsprechend dem Projekt der SKA).

Iranisches Industrialisierungskonzept

Der Schah scheint sehr genaue Vorstellungen über die Industrialisierung seines Landes zu haben. Angesichts des zu erwartenden gewaltigen Devisenzustroms besteht sein Ziel in nichts weniger, als aus seinem Land die fünftwichtigste Industriemacht der Welt zu machen. Der Zuwachs des Bruttosozialprodukts im laufenden Jahr werde 40 % betragen, während selbst Japan in keinem Jahr eine höhere Zuwachsrate als 16 % verzeichnet habe. Im Vordergrund neben der Ausbeutung des Erdgases steht/der Ausbau des Verkehrsnetzes und der Hafenanlagen, die Petrochemie, die pharmazeutisch-chemische Industrie und die Stahlindustrie. Er gab zu, dass hierfür Kader benötigt werden, die im eigenen Lande noch nicht vorhanden sind. Dem Zuhörer stellt sich die Frage, wie ein Entwicklungsland ein derartiges Wachstum bewältigen könnte und was mit einem solchen wirtschaftlichen und militärischen Potential im Falle eines Regimewechsels geschehen könnte. Der Schah legte danach Wert darauf, zu erwähnen, dass er für den Fall seines Ablebens ein umfassendes politisches Testament aufgestellt habe, das die Kontinuität wahren werde.

Aufgeschlossenheit gegenüber einer internationalen Zusammenarbeit

Wie bereits erwähnt, zeigte sich der Schah von der Notwendigkeit, Störungen in der Weltwirtschaft zu vermeiden, überzeugt. Er überblickt durchaus die heute massgeblichen Zusammenhänge, denen sein unter Ziff. 5 dargelegter Plan Rechnung tragen soll. Er habe zur Besprechung dieses Vorschlages bereits McNamara nach Zürich oder nach Teheran eingeladen.

Die Gründe für diese betonte Aufgeschlossenheit gegenüber der Notwendigkeit einer verstärkten internationalen Zusammenarbeit dürften sowohl wirtschaftlicher wie auch politischer Natur sein. Der Schah hat wiederholt hervorgehoben, dass der Ausbreitung des internationalen Kommunismus ein Riegel gestossen werden müsse und dass eine echte Interessengemeinschaft zwischen Iran und Westeuropa bestehe. Offenbar ist er sich bewusst, dass die Auslösung einer Wirtschaftskrise in den westlichen Ländern dem Kommunismus Vorschub leisten würde.

Der Schah ist sich jedoch durchaus im klaren, dass die arabischen Oelstaaten seine Konzeption nicht unbedingt teilen. Die Gegensätze zu König Faisal waren deutlich herauszuhören. Er hofft offensichtlich, durch Publikation seines Vorschlages die internationale öffentliche Meinung in einer Art und Weise zu mobilisieren, der sich dann auch die arabischen Länder beugen müssen.

Bilaterale Lieferverträge

Der Zweck bilateraler Abkommen liegt für den Schah offensichtlich weniger im Bestreben, die multinationalen Oelgesellschaften auszuschalten, als vielmehr ein Junktim zwischen dem Oelpreis und dem Preis der importierten Industriegüter herzustellen. Lieferverträge für Erdöl scheinen somit nur in Form eines bilateralen Tauschgeschäftes erwünscht. Ein zweites Ziel scheint in der Erhältlichmachung der für die Industrialisierung erforderlichen Technologie zu bestehen.

Auch der vom Schah angeregte Dialog mit der OECD sollte offenbar in erster Linie der Frage eines Preisjunktims zwischen Oel und Industriegütern dienen.

Die Frage, ob er "down stream"-Lieferverträge abzuschliessen wünsche, die Iran an der Raffinerie des Rohöls und der Vermarktung der Petroleumderivate direkt beteiligen würden, beantwortete der Schah mit der Bemerkung, dies sei vielleicht noch vor zwei Monaten der Fall gewesen. Heute müsste jedoch die Beteiligungsmöglichkeit bis auf die industrielle Verwendung der Petroleumprodukte, d.h. die Chemie, ausgedehnt werden. Aus diesem Grunde seien die Verhandlungen mit Belgien abgebrochen worden. An einer weiteren Ausdehnung der Raffineriekapazität über die in Iran bereits geplanten neuen Raffinerien hinaus sei er nicht interessiert.

Die multinationalen Oelgesellschaften könnten für die Durchführung bilateral vereinbarter Lieferungen eingesetzt werden. Als schweizerischer Partner käme eine Vereinigung analog der Swissgas in Frage.

Im Verlauf des Gesprächs wurde weder von iranischer noch von schweizerischer Seite der Wunsch nach Abschluss eines bilateralen Abkommens ausgesprochen. Es wurde uns jedoch insbesondere seitens des Premier-Ministers zu verstehen gegeben, dass einem allfälligen diesbezüglichen schweizerischen Begehren unter der Voraussetzung entsprechender industrieller Gegenlieferungen zu fixen Preisen (welche Waren wurde nicht spezifiziert) stattgegeben würde.

Flugzeugbeschaffung

Zum Schluss sei noch am Rande vermerkt, dass der Schah, der dem Ausbau seiner Luftwaffe offenbar ein grosses persönliches Interesse entgegenbringt und alle neuen amerikanischen Kampfflugzeugmodelle zu kennen scheint, sich sehr lobend über die bisherigen Erfahrungen mit dem "Tiger" äusserte.

(Jolles)